

Siège, non seulement n'assume aucune responsabilité pour de telles interprétations, mais que, devant rester en-dehors du conflit actuel, il ne peut les approuver et les déplore". Les catholiques se sont laissés en Italie entraîner trop loin, et peut-être même que la main du gouvernement n'y était point étrangère, car tout ce qui pouvait susciter des complications avec le Saint-Siège aurait fait son affaire. Les Turcs ont saisi l'occasion au bond, et confondant pour les besoins de leur action le clergé national italien avec le Saint-Siège, ont voulu rendre ce dernier responsable. Les rapports sont actuellement tendus entre la Porte et le Vatican et le gouvernement turc menace de représailles, non seulement contre les Italiens, mais contre tous les catholiques qui sont dans l'empire ottoman. Pour donner une forme tangible à ce mécontentement il voudrait regarder comme traîtres à la patrie les évêques arméniens réunis en ce moment à Rome en Concile. On comprend ce qu'une pareille attitude pourrait engendrer de conséquences graves, et on voit maintenant la fausse manoeuvre qu'ont faite les Italiens, religieux et autres, habitant l'Asie Mineure ou la Turquie d'Europe, qui, après la loi de séparation, et bien que le pape eût maintenu les droits du protectorat français, ont voulu l'abandonner pour passer sous le protectorat italien. Ils se repentent actuellement amèrement de cette mesure qui les laisse sans défense contre les représailles turques. Quant aux catholiques des autres nationalités, aux Arméniens par exemple, les rodomontades turques ne doivent peut-être pas préoccuper beaucoup le Vatican, car le protectorat français existe encore; et pratiquement la Turquie se trouverait en face de la France et ne pourrait rien faire contre ses protégés officiels. Mais il est tout de même fâcheux que l'on ait dû forcer le Saint-Siège à désavouer une bonne partie des catholiques italiens et blâmer leur attitude.